



ACTUALITES SECTORIELLES AU ROYAUME-UNI

Climat, énergie, environnement, industrie, transport

SOMMAIRE

Fait Marquant

- Le Premier ministre fixe de nouvelles cibles en matière d'émissions de CO2 d'ici à 2030

Climat & énergie

- Plusieurs entreprises spécialisées dans l'énergie appellent à décarboner totalement le secteur de la production d'électricité d'ici à 2035
- Un rapport de *Cambridge Econometrics* estime que le *Ten Point Plan* sera insuffisant pour atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050

Environnement

- Le RU aurait importé, en 2019, 1 M de tonnes de soja sans vérification des règles d'origine
- Le ministère de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales (*Defra*) dévoile son nouveau plan pour une agriculture durable

Industrie

- La constitution de stocks en prévision de la fin de la période de transition a stimulé le secteur manufacturier britannique au mois de novembre 2020
- Le Premier ministre annonce la création d'un fonds de 20 M£ pour soutenir la production de médicaments et d'équipements de diagnostic au Royaume-Uni
- L'autorité des médicaments britannique autorise l'utilisation du vaccin développé par l'américain *Pfizer* et l'allemand *BioN-Tech*

- Le Gouvernement donne son accord pour la construction du plus gros projet de stockage d'électricité d'Europe

Transport

- Une nouvelle catégorie d'exemption à la quarantaine anglaise
- Le gouvernement britannique accorde un nouveau prêt à la ville de Londres pour garantir la mise en service de *Crossrail*, sa nouvelle ligne de métro
- Dans le cadre du plan britannique de 1 Md£ pour développer un réseau de recharge pour les véhicules électriques, la première station dédiée a été ouverte à Braintree (Essex)

FAIT MARQUANT

Le Premier ministre fixe de nouvelles cibles de baisse d'émissions de CO2 d'ici à 2030 – comme le prévoit l'Accord de Paris et en amont du *Climate Ambition Summit* organisé par le Royaume-Uni, la France et les Nations Unies le 12 décembre, Boris Johnson a annoncé ce matin un renforcement de la cible de baisse des émissions de CO2 par rapport à 1990, passant à - 68 % (contre - 57 % actuellement) d'ici à 2030. Il s'agit jusqu'à présent de la cible la plus ambitieuse adoptée par un pays du G20 (une cible de baisse de 55 % pourrait être adoptée par l'UE lors du Conseil européen des 10 et 11 décembre). L'Ecosse a confirmé de son côté une baisse de 75 % sur cette même période. L'un des principaux enjeux pour y arriver résidera dans la capacité du RU à décarboner les secteurs de l'énergie, du transport mais surtout du chauffage domestique (près de 80 % des chaudières britanniques fonctionnent au gaz) représentant plus de 15 % des émissions de CO2 au niveau national. Le gouvernement pourrait avancer de 2025 à 2023 la date à partir de laquelle les chaudières à gaz seront interdites dans les nouveaux logements, tout en remplaçant progressivement, d'ici à 2035, les chaudières à gaz par des pompes à chaleur (objectif de 600 000 d'ici à 2028) et par des chaudières fonctionnant également à l'hydrogène.

CHIFFRE DE LA SEMAINE

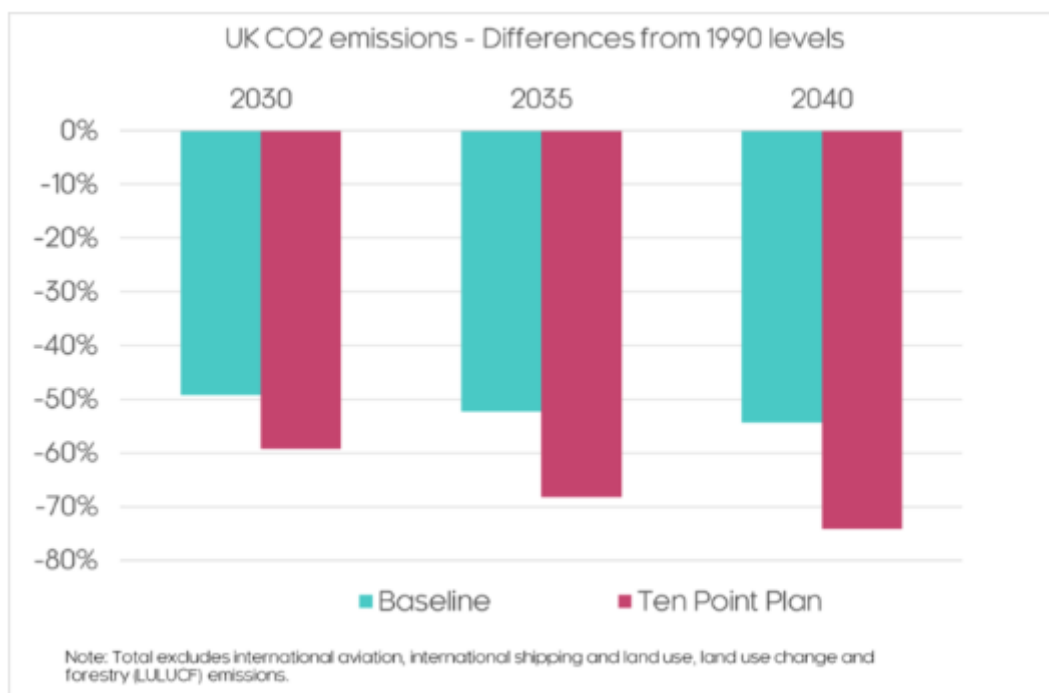
+ 54 % – selon une étude de la revue britannique *The Lancet*, la mortalité des personnes âgées de plus de 65 ans en raison des vagues de chaleur a plus que doublé depuis les 20 dernières années au niveau mondial.

CLIMAT & ENERGIE

Plusieurs entreprises spécialisées dans l'énergie appellent à décarboner le secteur de la production d'électricité d'ici à 2035 – dans une lettre non publique adressée à Boris Johnson lundi 30 novembre, [cinq des plus grosses entreprises britanniques](#) spécialisées dans l'énergie (*BP, Royal Dutch Shell, National Grid, SSE et Drax*) souhaitent que le RU adopte, avant la COP 26 prévue à Glasgow en novembre 2021, un objectif de décarbonation de la production d'électricité d'ici à 2035 et non 2050, comme prévu actuellement. Les signataires appellent à un alignement du RU sur les cibles annoncées par le président élu des Etats-Unis Joe Biden lors de la campagne électorale. Cela permettrait selon eux « *d'encourager d'autres actions internationales similaires et de maintenir le*

leadership britannique dans la décarbonation de l'électricité ». L'avancement de la date permettrait surtout de donner de la visibilité aux investisseurs et industries alors que les priorités du gouvernement en matière de tarification du carbone, de soutien public aux énergies bas carbone, de stockage et capture du carbone et de recours à l'hydrogène dans la production de gaz doivent être précisées prochainement avec la publication d'un livre blanc sur l'énergie. Le gestionnaire du réseau d'électricité *National Grid* devrait également publier en 2021 une revue sur la façon dont le réseau électrique pourrait s'adapter à la décarbonation du secteur d'ici à 2030. Le rapport du 3^{ème} trimestre de l'entreprise *Drax* ([Electric insights](#)) montre que le RU a réduit ses émissions de carbone dans la production d'électricité deux fois plus vite que les Etats-Unis, l'Allemagne ou la Chine en raison d'une forte réduction de l'utilisation du charbon (- 66 % depuis 1990) et d'un recours aux énergies renouvelables multiplié par six.

Un rapport de *Cambridge Econometrics* estime que le *Ten Point Plan* sera insuffisant pour atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050 – dans son rapport du 1^{er} décembre commandé par *the Prince of Wales Corporate Leaders Group* – un réseau de chefs d'entreprises impliqués sur les sujets climatiques – [le cabinet Cambridge Econometrics](#), spécialisé dans les données et composé d'économistes, a estimé que le *Ten Point Plan for a Green Revolution* annoncé il y a deux semaines par Boris Johnson pour décarboner l'économie britannique sera insuffisant pour atteindre l'objectif de neutralité carbone d'ici à 2050, bien qu'il soit positif du point de vue économique et de celui de la création d'emplois. Utilisant le modèle économique [E3ME](#), l'analyse montre que le *Ten point plan* permettrait un gain de croissance du PIB de 1,8 % d'ici à 2030 (+ 43 Md£) tout en réduisant les émissions de 60 % d'ici à 2030 par rapport à 1990 (cf. graphique ci-après). Cette baisse serait toutefois insuffisante pour atteindre l'objectif de neutralité carbone d'ici à 2050. A la suite de la publication de ce rapport, [60 chefs d'entreprises](#) ont écrit au Premier ministre pour lui demander d'adopter de nouvelles cibles d'émissions plus ambitieuses d'ici à 2030.



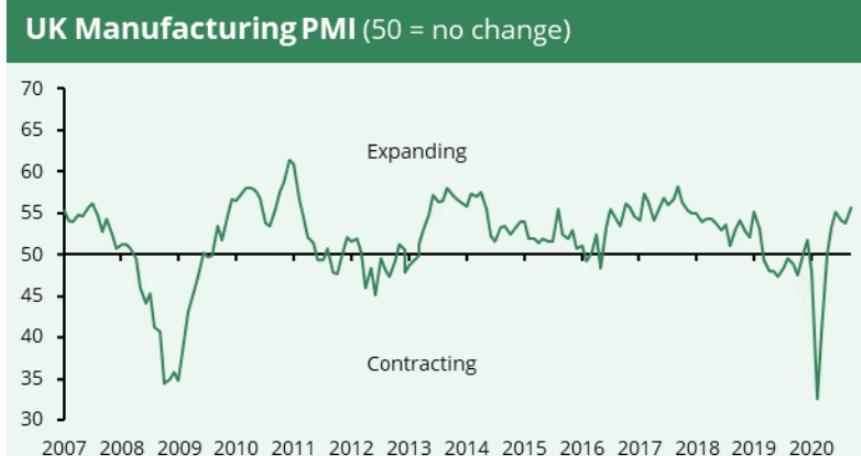
Le RU aurait importé 1 M de tonnes de soja sans vérification des règles d'origine en 2019 – près d'1 M de tonnes de soja importé au RU et principalement utilisé par les éleveurs pour nourrir leurs bêtes n'auraient pas fait l'objet de vérifications concernant les conditions dans lesquelles elles avaient été produites, selon une étude menée notamment par *The Guardian* et *Greenpeace*. Cette étude suppose qu'une partie importante de ce soja a été produite à la suite de déforestations en Argentine, au Brésil et au Paraguay, qui figurent parmi les principaux pays producteurs. L'étude révèle également que Les principaux groupes de distribution et chaînes de supermarchés britanniques (*Tesco*, *Lidl*, *Asda*, *McDonald's* ou *Nando's*) se seraient approvisionnés notamment en poulets nourris avec du soja produit dans des zones déforestées, notamment dans le Cerrado brésilien. L'étude s'appuie sur les données collectées anonymement par l'*Agriculture Industries Confederation* et publiées par le *UK Roundtable on sustainable Soya* mis en place en mars 2018 avec les professionnels du secteur pour lutter contre la déforestation importée. 60 % du soja importé disposait d'une traçabilité et ou d'un label « production durable ». Près des 2/3 du soja britannique est destiné à l'alimentation des animaux d'élevages tels que les poulets. Le *British Poultry Council*, qui rassemble les professionnels de la filière, juge qu'un approvisionnement en soja labélisé « durable » augmenterait sensiblement les coûts et pénaliserait ainsi les éleveurs.

Le ministère de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales (Defra) dévoile son nouveau plan pour une agriculture durable – Le *Defra* vient de dévoiler son plan visant à réformer le système d'aides versées aux agriculteurs anglais. Les paiements de base aux agriculteurs seront réduits de moitié d'ici 2024, et complètement supprimés d'ici 2028. Les détails des nouveaux paiements ne seront dévoilés que l'année prochaine, et s'inscriront dans le cadre du plan « *Environmental Land Management* », qui sera élaboré en concertation avec les agriculteurs. Celui-ci devrait comprendre 3 éléments :

- Une incitation à l'agriculture durable, qui soutiendra des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, visant par exemple à améliorer la qualité des sols et des haies et la lutte intégrée contre les parasites.
- La restauration de la nature à l'échelle locale, qui financera des actions telles que la création, restauration, gestion des habitats naturels, des espèces, la gestion des inondations.
- La restauration des paysages et des écosystèmes, en favorisant les projets visant à créer des zones boisées, des tourbières, et à restaurer les habitats côtiers et les zones humides.

Le lancement d'un projet pilote national concernant 5 500 agriculteurs est prévu pour fin 2021 et durera 3 ans.

La constitution de stocks en prévision de la fin de la période de transition a stimulé le secteur manufacturier britannique au mois de novembre 2020 – Malgré le confinement de 4 semaines imposé en novembre en Angleterre, la production manufacturière a largement augmenté, pour atteindre son plus haut niveau depuis décembre 2017, selon l'enquête d'*IHS Markit/Cips*. Il semble que l'industrie manufacturière britannique ait privilégié la constitution de stocks en anticipation de la fin de la période de transition et d'un éventuel échec des négociations commerciales entre l'UE et le RU. En effet, l'indice PMI (*Purchasing Managers' Index*, dont une valeur de 50 indique une stagnation par rapport au moins précédent, une valeur supérieure à 50, une expansion, et une valeur inférieure à 50, une contraction) pour le secteur manufacturier était de 55,6 en novembre 2020 contre 53,7 en octobre – ce qui constitue un niveau jamais atteint au cours des 35 derniers mois. L'indice PMI se situe au-dessus de 50



depuis six mois, signalant une croissance de moyen terme. Toutefois, si la reprise du secteur est largement stimulée par la constitution de stocks de matières premières et par l'acquittement par avance des commandes à l'export, elle est susceptible de n'être que temporaire et de ne pas se poursuivre l'année prochaine, selon Rob Dobson, directeur chez *IHS Markit*. L'enquête indique par ailleurs que cette croissance s'est concentrée sur les entreprises fournissant d'autres sociétés et sur les biens d'investissement. La production de biens de consommation a en effet été faible en raison de l'atonie de la demande.

PMI Index		Index	Change on mth
2018	Nov	53.1	
2019	Nov	48.9	
2020	Sep	54.1	-1.1
	Oct	53.7	-0.4
	Nov	55.6	1.9

Source: [Markit/CIPS UK Manufacturing PMI](#)

Le Premier ministre annonce la création d'un fonds de 20 M£ pour soutenir la production de médicaments et d'équipements de diagnostic au Royaume-Uni – A l'occasion d'une visite au nord du Pays de Galle, Boris Johnson a annoncé la création d'un "*Medicines and Diagnostic Manufacturing Transformation Fund*" destiné à améliorer la chaîne d'approvisionnement de médicaments et à la rendre plus résiliente pour faire face à d'éventuelles futures crises sanitaires, tout en créant des milliers d'emplois qualifiés. Ce fonds, qui devrait être lancé au milieu de l'année prochaine, bénéficiera d'une dotation initiale de 20 M£ et sera géré par le ministère du commerce, de l'énergie et de la stratégie industrielle (*BEIS*) sur la base d'appels à projets. Il encouragera les entreprises à développer des nouvelles technologies avancées industrielles et à construire de nouvelles usines, en contribuant aux investissements nécessaires.

L'autorité des médicaments britannique autorise l'utilisation du vaccin développé par l'américain Pfizer et l'allemand BioN-Tech – Le ministère de la santé a déclaré que « *le Gouvernement a accepté la recommandation de l'agence indépendante de réglementation des médicaments et des produits de santé (MHRA) d'approuver l'utilisation du vaccin contre la Covid-19 de Pfizer – BioNTech* », dont les tests ont révélé une protection contre le virus dans 95 % des cas.

Pfizer a indiqué qu'il pourrait fournir au RU 800 000 doses dans les prochains jours, permettant d'engager une campagne de vaccination dès la semaine prochaine, et devant conduire à vacciner « plusieurs millions » de personnes d'ici à la fin du mois. Pour mémoire, le Gouvernement britannique a déjà commandé 40 millions de doses de ce vaccin, permettant de vacciner 20 millions de personnes. L'organisation en cours de mise en place devrait, à terme, permettre de vacciner jusqu'à plus de 1 million de personnes par semaine, en s'appuyant sur les hôpitaux publics, des centres de vaccination dédiés, les pharmacies et médecins généraliste. Le Comité mixte des vaccinations et des immunisations (JCVI) publiera prochainement les recommandations définitives concernant le public prioritaire, mais la stratégie de vaccination devrait prioriser les publics en fonction de leur degré d'exposition au virus et de leur niveau de risque (cf. illustration), sans rendre la vaccination obligatoire.

The first phase of the programme

Offer vaccination

1	Residents in a care home for older adults and their carers
2	All those 80 years of age and over. Frontline health and social care workers
3	All those 75 years of age and over
4	All those 70 years of age and over. Clinically extremely vulnerable individuals
5	All those 65 years of age and over
6	All individuals aged 16 years to 64 years with underlying health conditions which put them at higher risk of serious disease and mortality
7	All those 60 years of age and over
8	All those 55 years of age and over
9	All those 50 years of age and over

Le Gouvernement donne son accord pour la construction du plus gros projet de stockage d'électricité d'Europe – La société *Intergen*, basée à Edimbourg et détenue à parité par un groupe tchèque et par deux groupes chinois, prévoit de construire un centre de stockage de l'électricité d'une capacité maximale de 320 MW / 640MWh près de l'estuaire de la Tamise (soit 10 fois plus que la plus importante batterie actuellement en service au Royaume-Uni), pour un investissement évalué à 200 M£. Cette structure devrait ainsi être capable, en 2024, de fournir de l'électricité à plus de 300 000 foyers pendant deux heures, voire pendant quatre heures en cas d'extension ultérieure (1 300 MWh). L'un des deux actionnaires chinois d'*Intergen*, le groupe public *Huaneng*, est déjà impliqué dans la construction d'une super-batterie d'une capacité de 100 MWh, qui devrait être la plus importante d'Europe lorsqu'elle entrera en service, dans les prochaines semaines. Les ambitions de développement de l'énergie renouvelable au Royaume-Uni (notamment à travers la récente annonce de la multiplication par quatre des capacités éoliennes maritimes d'ici à 2030) rendent nécessaire le développement de batteries pour gérer le caractère intermittent de la production électrique.

Une nouvelle catégorie d'exemption à la quarantaine anglaise – A partir de 4h du matin ce samedi 5 décembre, certains voyageurs d'affaires (dits « à haute valeur ajoutée », high-value business travellers) pourront être exemptés de quarantaine en Angleterre. Pour être éligibles, ces personnes devront voyager pour des raisons professionnelles dans le cadre d'une activité qui « crée ou sauvegarde plus de 50 emplois au RU » et démontrer que leurs activités apportent des « avantages importants à l'économie britannique » (« specific business activity which would deliver a significant benefit to the UK economy »). Les bénéficiaires de cette mesure ne pourront toutefois rencontrer des personnes que dans la mesure où leur activité professionnelle l'exige. Certains professionnels des arts du spectacle, de la production télévisuelle, les journalistes et les sportifs d'élite récemment recrutés, pourront également bénéficier de cette nouvelle exemption. Une circulaire précisant les conditions d'application de cette mesure est attendue dans la journée.

Le gouvernement britannique accorde un nouveau prêt à la ville de Londres pour garantir la mise en service de Crossrail, sa nouvelle ligne de métro – La collectivité territoriale du Grand Londres (*Greater London Authority, GLA*) bénéficiera d'un prêt de 825 M£ de la part du ministère des transports britannique, afin d'accélérer les travaux permettant l'ouverture de la nouvelle ligne de transport en commun, dite « ligne Elizabeth », au premier semestre 2022 – contre une ouverture fin 2018 comme initialement programmée. Cette ligne de 118 km, qui traversera la capitale d'est en ouest et qui a longtemps été le plus important projet d'infrastructure d'Europe, a souffert de dépassements de coûts conséquents (le budget révisé s'élève à 18,7 Md£ – contre 14,8 Md£ initialement budgétés) et le gouvernement britannique tient ainsi à ce que Londres finance une large partie de ces surcoûts. Aussi, la *GLA* remboursera le prêt de 825 M£ par le biais d'une taxe sur les infrastructures imposée aux promoteurs (« *community infrastructure levy* », *CIL*) ainsi qu'à partir d'une augmentation de la cotisation foncière prélevée sur les entreprises ; ce prélèvement, dont il avait été estimé l'an dernier qu'il durerait jusqu'en 2037-2038, sera donc prolongé. Sadik Khan, le maire travailliste de Londres, estime que le gouvernement conservateur de Boris Johnson n'a pas apporté à la ville de Londres de soutien financier suffisant, alors que « l'écrasante majorité des recettes fiscales supplémentaires qui découleront de *Crossrail* iront dans les caisses du Trésor britannique ». Si pendant la Covid-19, le ministère des transports britannique a soutenu *TfL*, l'autorité organisatrice des transports du Grand Londres, à travers deux plans d'aide, le sauvetage actuel s'achève à la fin du mois de mars et la programmation des dépenses publiques (*spending review*) dévoilée la semaine dernière ne prévoit pas de nouvelles dotations pour *TfL*. Cette dernière a en outre coupé tout financement au « petit frère » de la ligne Elizabeth – un projet baptisé *Crossrail 2*, qui aurait parcouru la ville de Londres du nord au sud. Le Trésor britannique a déclaré que les fonds libérés seraient dédiés à l'investissement dans les réseaux de transport des territoires. Cette réorientation des dépenses publiques d'investissement en dehors de Londres matérialise l'engagement du Premier ministre en faveur du « rééquilibrage territorial », dit « *levelling up* ».

Dans le cadre du plan britannique de 1 Md£ pour développer un réseau de recharge pour les véhicules électriques, la première station dédiée a été ouverte à Braintree (Essex) – cette station, qui a bénéficié d'une subvention de près de 5 M£, est la première des 100 qui devraient ouvrir dans les cinq prochaines années au Royaume-Uni. Elle mettra à disposition 24 points de recharge et 6 « *superchargers* » de la société *Tesla* et sera alimentée par l'énergie solaire et des batteries, de manière à limiter les émissions de carbone.



Copyright – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Gautier HOUEL (climat, énergie, environnement), Pauline MAZURIER-NOLIN (industrie, transport) et relue par Stanislas GODEFROY.